

# - TRAIT D'UNION -

Lettre d'information et de débat



## 2013, année de crises, année d'alternatives ?

**D**e sombres prévisions économiques et sociales s'annoncent. La récession frappe à la porte du pays comme d'ailleurs la plupart des pays européens, le chômage atteint de nouveau un pic historique tandis que 143 000 destructions d'emplois supplémentaires sont annoncées alors même que la population active va s'accroître de 100 000 jeunes. Le pouvoir d'achat est en recul, frappé de toutes parts par le chômage, le blocage des salaires et les hausses de TVA visant à payer les cadeaux faits au patronat.

En acceptant, sans en changer une ligne, le traité d'union budgétaire négocié par Sarkozy, Hollande inscrit l'austérité comme cap pour l'ensemble du quinquennat dans une loi de programmation budgétaire et, enfin, transcrit la purge dans la loi budgétaire pour 2013 et dans celle concernant la Sécurité sociale. Le gouvernement plonge le pays dans l'austérité permanente et c'est cette année que les effets les plus lourds se



Photothèque Rouge/JMB

feront sentir. À tel point que quatre ministres viennent d'écrire au Premier ministre pour se plaindre des effets dans leur propre ministère. Dans une telle situation, qui s'annonce dramatique pour le plus grand nombre, le ministre du Budget vient d'annoncer – sans rire – que la réforme fiscale promise pendant la campagne avait été réalisée et qu'il n'y en aurait donc plus d'ici 2017!

Les éléments de crise s'accumulent. De son côté, la droite et l'Église catholique manifestent contre le mariage pour tous. La France s'est engagée dans une guerre en Afrique qui va durer.

Dans le même temps, sous pression patronale mais également du gouvernement, vient de se conclure une négociation scandaleuse concernant le marché du travail, visant à le déréglementer, à permettre des plans de licenciements sans recours à la justice, à généraliser la précarité et la flexibilité. Il s'est trouvé trois confédérations syndicales, minoritaires à elles trois, parmi les salariés pour signer cette contre-réforme. Si le gouvernement entérine cet accord et que le Parlement le vote, seule une mobilisation d'ampleur nationale peut bloquer cette atteinte majeure au droit à

l'emploi. L'équipe présidentielle a choisi le patronat comme partenaire; elle veut faire baisser le chômage (« coûte que coûte » a dit Hollande dans ses vœux) fin 2013. À cette fin, un choix clair : des travailleurs pauvres à contrat court et flexible plutôt que des chômeurs... Dans cette situation, la responsabilité du Front de gauche est de s'opposer à ces choix et de proposer une autre politique pour la gauche, de faire bouger les lignes au sein de celle-ci, d'œuvrer au rassemblement de toutes les forces qui sont disponibles au changement, à gauche et dans le mouvement social, de travailler ce faisant à l'affirmation d'une alternative globale. C'est le sens de la démarche que nous avons adoptée : vérifier l'état des convergences entre nos formations, débattre de tout ce qui doit encore l'être, surmonter la dispersion des forces dans le Front de gauche pour en renforcer la dynamique, le transformer en un outil ouvert sur la société, ses souffrances et ses résistances, préparer les conditions de l'alternative, choisir la voie des mobilisations populaires contre l'austérité et des luttes écologistes pour en finir avec le productivisme.

### SOMMAIRE

n° 1 | 23 janvier 2013

**p.2 Trait d'union, un outil pour un courant d'idées et le débat à gauche**

**p.3 Campagne du Front de Gauche, relancer une dynamique de rassemblement**

**p.4 Le Front de Gauche et le débat à gauche**

#### DOSSIER NATIONALISATIONS

**p.5 Nationalisations, agir ou subir ?**

**p.6 Quelle appropriation sociale ?**

**p.7 Accords sur le marché du travail : engager la bataille ! Les nationalisations en 1981**

# Trait d'union

## Un outil pour un courant d'idées et le débat à gauche

*Convergences et Alternative, la Gauche anticapitaliste, la Gauche unitaire et la Fédération pour une Alternative sociale et écologique incluant l'Association des communistes unitaires ont engagé un rapprochement en vue de faire vivre au sein du Front de gauche un courant d'idées. Des éléments inséparables le fondent : la convergence de nos options, une conscience partagée des enjeux de la situation, notre appréciation du Front de gauche.*

### Un cap vers une société alternative

**Pour la lutte de classe, l'égalité et la solidarité :** indépendance par rapport à la bourgeoisie, émancipation de toutes les oppressions, internationalisme, antiracisme, antifascisme, féminisme sont inséparables.

**La démocratie est un impératif.** Cette option implique la défense de toutes les libertés démocratiques, l'extension du suffrage universel, la démocratie participative et le contrôle populaire, l'autogestion, le dépassement de la césure entre mouvement social et politique institutionnelle, une vigilance antibureaucratique, le pluralisme des débats, le rejet des pratiques autoritaires, le respect des formes d'organisation du mouvement populaire, syndical et social.

**Nous assumons la perspective de la rupture :** la transformation profonde des rapports sociaux doit articuler victoires électorales et rapports de force conquis par les mobilisations populaires, les grèves, l'auto-organisation. Une révolution citoyenne suppose une Assemblée constituante et la fondation d'une VI<sup>e</sup> République, démocratique, sociale, écologique.

**Un nouveau projet émancipateur doit être en débat** pour une société démocratique, socialiste, communiste, écologiste. Les potentialités de l'auto-émancipation et des aspirations à l'égalité sont là, capables d'engager une appropriation sociale des moyens de production et d'échange : une autogestion et un contrôle sur l'outil de travail, sur le travail lui-même, sur ce qui doit être produit et comment. Cette alternative



au capitalisme et au productivisme développeront une conscience écosocialiste.

### Le Front de gauche et la situation actuelle

La crise du capitalisme est lourde de dangers sur le plan social, écologique, démocratique et culturel.

La défaite électorale de la droite a traduit la force des aspirations sociales et le refus des politiques d'austérité. Mais les choix du gouvernement sont marqués par l'adaptation aux dogmes libéraux du paiement de la dette, de la réduction des déficits et de la compétitivité. La question écologique est marginalisée. Les politiques sécuritaires et les expulsions continuent. Tout est à faire pour engager un vrai changement et contrecarrer la résignation

Seule l'intervention directe du peuple, des travailleurs, des chômeurs et des jeunes, par leurs mobilisations et leur organisation collective, peut stopper les régressions, gagner de nouveaux droits et ouvrir la perspective d'une alternative. Le rôle du Front de gauche est d'être un instrument qui favorise cette implication populaire.

Le Front de gauche doit viser une réorganisation de l'ensemble de la gauche autour d'un critère : la rupture avec les logiques libérales. Ce débat traverse toute la gauche et le mouvement social. Le Front de gauche doit être candidat à une majorité et à un gouvernement sur une orientation alternative, et en dresser les contours dans un va-et-vient entre les mobilisations, le terrain législatif et des campagnes politiques : pour refuser l'austérité, pour empêcher la vague de

licenciements et la montée du chômage, pour les droits des étrangers, pour briser la dictature de la finance, pour la transition écologique.

Le Front de gauche est incontournable pour le développement d'une gauche d'alternative. Toutes les forces de transformation doivent pouvoir y prendre place. Il doit être un lieu de rassemblement populaire permettant l'engagement individuel, des formes collectives de participation citoyenne. Sans gommer l'existence de ses composantes, il doit devenir la force politique en mesure de faire agir ensemble tous ceux et celles qui veulent une alternative.

### Un bulletin en commun

Ce bulletin est un outil pour faire vivre notre courant d'idées. Il accueillera des analyses croisées, des prises de position communes et des débats, entre nous et avec d'autres, dans ou hors du Front de gauche. Trait d'union entre nos composantes, il veut aussi être un espace de débat à gauche : la confrontation d'idées, la diversité et le pluralisme sont des conditions essentielles à une dynamique de transformation.

Ce premier numéro de *Trait d'Union* est édité par quatre formations (C&A, FASE/ACU, GA, GU), mais a vocation à s'élargir rapidement à d'autres. La discussion menée avec République et Socialisme a abouti à un constat de convergences importantes, et elle est aussi en cours avec les Alternatifs, qui s'inscrivent dans la démarche. La prochaine édition de ce bulletin d'information et de débat sera donc élargie.

# Relancer une dynamique de rassemblement

Ce qui fonde le lancement d'une campagne « *l'Alternative à l'austérité, c'est possible!* », c'est un même constat partagé dans le Front de gauche et dans une partie grandissante de l'opinion : depuis six mois, les grands axes de la politique du gouvernement Ayrault ne répondent pas aux attentes et aboutissent à une politique d'austérité : de la ratification du TSCG à la soumission du budget à l'objectif de 3% de déficits publics, d'une réduction des dépenses publiques à la mise en cause du « coût du travail » et au refus de nationaliser Mittal..., c'est l'enclenchement d'une politique sociale-libérale injuste et conduisant à l'échec, comme ailleurs en Europe où huit pays sont déjà en récession, l'austérité nourrissant l'austérité.

Mais il ne suffit pas d'en rester à ce constat et de se contenter d'affirmer nos désaccords avec la politique menée par le gouvernement. Avec cette campagne, le Front de gauche veut donner à voir qu'avec ses propositions, un changement de politique à gauche est possible, qu'une autre politique existe qui pourrait être portée par une majorité et mise en œuvre par un gouvernement d'une gauche digne de ce nom et décidée à rompre avec le libéralisme. Et il faut en même temps mettre en avant des mesures d'urgence et des propositions de loi, correspondants à l'actualité sociale immédiate, autour desquelles peut s'opérer un rassemblement plus large que le Front de gauche lui-même. Tout doit être fait pour changer le rapport de force, sur le terrain social et politique, faute de quoi on débouchera sur une démobilitation et une abstention favorisant un retour d'une droite et d'une extrême droite plus dangereuses encore. « *Rien ne se fera sans la mobilisation citoyenne et sociale, le Front de gauche vous appelle à soutenir*

*et à vous emparer de ces propositions pour les porter dans l'action collective* ». C'est l'idée essentielle que la campagne veut faire passer. Elle n'est pas une simple auto-affirmation de « tout » le programme du Front de gauche « l'Humain d'abord », mais elle s'articule autour d'une dizaine de mesures d'urgence autour de quatre axes essentiels :

- **Ne pas laisser le Medef continuer à faire la loi** (hausse des minima sociaux et des salaires, sécurité sociale professionnelle, loi d'interdiction des licenciements boursiers et nouveaux droits des salariés, nationalisations dans les entreprises stratégiques)
- **Dégager les ressources (réforme fiscale pour un autre budget**, plafonnement des dividendes, enquête parlementaire et audit citoyen de la dette)
- **Investir pour le développement**

**social et écologique** (pôle financier public, refinancement des services publics, investissements pour la transition écologique)

• **Combattre pour une autre orientation en Europe.**

Sur une ou plusieurs questions prises séparément, des rassemblements les plus larges possibles seront recherchés, réunissant des syndicats et associations, mais aussi d'autres secteurs de la gauche, du côté de l'extrême gauche, des écologistes ou des socialistes, comme cela se profile autour d'une loi contre les licenciements boursiers, ou pour la nationalisation d'entreprises comme Mittal.

Les actions à mettre en œuvre devraient correspondre à une campagne de mouvement : meetings dans tout le pays,

rencontres avec les secteurs en lutte, marches, votations citoyennes autour de propositions de loi... Argumentaires, tracts et affiches nationales illustreront chaque proposition.

Cette campagne doit permettre de créer des assemblées citoyennes du Front de gauche là où elles n'existent pas encore, de renforcer celles qui existent déjà, de les ouvrir à des militantEs du mouvement social en favorisant l'implication populaire. C'est bien maintenant qu'il faut re-créer une dynamique de rassemblement autour d'une autre politique redonnant espoir à gauche.

**Alain Montaufray**  
(Convergences et Alternative)

**FRONT DE GAUCHE** **L'ALTERNATIVE À L'AUSTÉRITÉ**  
**c'est possible!**

**MEETING**

**MERCREDI**  
**23 JANVIER**  
**à Metz - 19h30**  
**PARC DES EXPOSITIONS**



Parti Communiste Français, Parti de Gauche, Gauche Unitaire,  
Fédération pour une Alternative Sociale et Écologique, République et Socialisme, Convergences et Alternative,  
Parti Communiste des Ouvriers de France, Gauche Anticapitaliste, Les Alternatifs

[www.placeauropee2012.fr](http://www.placeauropee2012.fr)

# Le Front de gauche et le débat à gauche

**FRONT  
DE GAUCHE**

*Les six mois qui ont suivi la victoire de François Hollande ont constitué une première étape de la reconfiguration des différentes orientations qui traversent la gauche. Le Front de gauche, pleinement partie prenante de la défaite de Nicolas Sarkozy et de la dynamique majoritaire qui a permis cette victoire, ne pouvait s'inscrire dans la majorité gouvernementale de François Hollande : celle-ci porte une politique qui ne répond pas aux besoins des classes populaires.*

**E**n six mois, le Front de gauche a défini une démarche cohérente. Il a bien sûr décidé de ne pas participer au gouvernement. Il s'est abstenu sur le discours de politique générale d'Ayrault et il a soutenu les mesures fiscales positives en juillet 2012. Il a voté contre le TSCG, la loi de programmation budgétaire, le budget de la Sécurité sociale. Enfin aucun de ses parlementaires n'a soutenu le budget 2013, même si des différences d'appréciation existaient entre un vote contre ou l'abstention. Au final, le Front de gauche est un « ayant droit » de la victoire du 6 mai 2012 et est déterminé à ce que celle-ci se concrétise par une amélioration des conditions de vie du plus grand nombre, mais il est opposé à la politique que mènent François Hollande et Jean-Marc Ayrault, car celle-ci se situe dans la continuité des politiques libérales et va à l'encontre des aspirations des électeurs de gauche.

Bien entendu, des débats existent au sein du Front de gauche sur les rythmes d'évolution des consciences, la perception de la politique mise en œuvre, les moyens pour trouver des points d'appui... Ces débats sont normaux, car ils existent dans tout le mouvement social... Et ils n'empêchent pas le nécessaire déploiement du Front de gauche pour apporter des réponses concrètes et immédiates aux urgences sociales et environnementales.

Le défi pour le Front de gauche est de rendre crédible et démontrer qu'une autre politique est possible. Il ne s'agit pas d'avoir une attitude autoprotelmatrice et de croire qu'il suffit de décréter qu'on est une alternative pour être perçu comme tel. Il y a un travail de conviction, de batailles politiques à mener. L'orientation du Front de gauche s'équilibre en avançant sur deux jambes : avoir une politique qui s'appuie en permanence sur la nécessité de la mobilisation populaire et proposer une politique qui



Photothèque Rouge/Thirdeye

s'adresse à toute la gauche, cela sans effacer les antagonismes d'orientation qui existent au sein de celle-ci.

Ces deux dimensions doivent être liées. Car, d'une part, un appel isolé à la mobilisation populaire en soi ne suffit pas : une alternative n'émerge pas spontanément des mobilisations. D'autre part, l'interpellation des autres forces de gauche ne peut se mener de façon désincarnée à moins de devenir incantatoire. C'est ce que le Front de gauche a commencé à faire avec la manifestation du 30 septembre contre le TSCG, en prenant l'initiative de proposer une mobilisation et en la construisant avec toutes les forces de gauche, les associations et les syndicats qui souhaitent y participer. C'est ce qu'il doit engager avec la campagne pour une alternative à l'austérité dès le début de l'année 2013.

Mener une politique envers toute la gauche n'implique pas de penser que par la magie du verbe nous pourrions convaincre le PS ou EÉLV de la validité du programme du FdG. Mais parce que le PS est aujourd'hui le parti dominant à gauche, il constitue une question incontournable. À moins de considérer

que ce parti n'a plus rien à voir avec la gauche, il faut reconnaître que le débat entre adaptation ou opposition à l'austérité le traverse. Mais la difficulté est qu'on ne sait pas où se trace cette frontière, qui n'est pas figée, entre ces deux orientations, et qu'il faut la rendre perceptible et convaincre qu'elle renvoie à des choix politiques.

C'est pour cela que le Front de gauche doit sans cesse mener le débat au sein de toute la gauche. Non pas pour effacer les différences d'orientations qui ne sont pas conciliables, mais parce que la construction d'une majorité de gauche alternative sur une logique antilibérale implique des différenciations, des ruptures au sein de la gauche. Et c'est pour que ces différenciations aient lieu qu'il faut mener le débat au sein de toute la gauche à travers le développement d'initiatives de mobilisation. Car ne pas mener ce débat reviendrait à, si ce n'est préserver, du moins à fortement sous-estimer la nécessité des batailles politiques à mener pour déstabiliser l'hégémonie du Parti socialiste.

**François Calaret (GU)**

# Nationalisations

## Agir ou subir ?

# DOSSIER

L'abandon du projet de nationalisation d'ArcelorMittal confirme le refus de s'engager dans une dynamique de gauche. Après le traité européen austéritaire, après l'adoption d'une attaque contre les salaires sous couvert de compétitivité, le gouvernement signale aux multinationales qu'elles resteront les maîtresses absolues des choix. Or, venant des salariéEs des entreprises dépecées par la financiarisation, l'aspiration monte en sens inverse : à gauche ! La colère de l'intersyndicale de Florange se propage en exigences sur le territoire, suivant la cartographie des grandes restructurations.

Les Petroplus l'avaient déjà dit : s'il n'y a pas de repreneur sérieux, il faut une nationalisation. Même Hollande avait posé la bonne question pendant sa campagne en venant les visiter : « *Où est l'État ? Où est le gouvernement ?* » Maintenant, c'est à lui de répondre. Dans le PS, Emmanuel Maurel et Maris-Noëlle Lieneman l'ont fait.

Et cela continue : l'intersyndicale CGC, CGT, CFDT d'Alcatel envoie une lettre au Premier ministre, demandant une « *intervention* » sous la forme d'une « *entrée significative de l'État dans le capital du groupe* ». Le danger est manifeste : non seulement Alcatel-Lucent détruit encore 5600 postes dont 1430 en France, mais obtient des prêts à 9% de Goldman Sachs et du Crédit suisse, en les engageant sur son portefeuille de brevets, mettant le potentiel de l'entreprise à la merci des prêteurs. De l'acier aux télécommunications ou au numérique, tout se réduit à la finance.

Même la santé ! Sanofi, première entreprise du CAC 40, n'hésite pas à mettre à la ferraille son secteur de recherche (au moins 915 emplois visés), la concurrence sauvage se jouant aussi dans la recherche la plus rentable à court terme, et pas du tout comme besoin de service public. Là aussi, les salariés et leurs syndicats sont venus frapper à la porte de la majorité parlementaire de gauche : laissez-vous faire tout cela ?

Pour agir, il ne s'agit pas bien entendu de se contenter d'un acte politique de propagande, comme on peut soupçonner Montebourg d'y songer. Une nationalisation bâclée avec revente au privé, sans projet industriel, sans planification écologique, pourrait même se révéler désastreuse socialement, car la concurrence mondiale impitoyable n'est pas effacée par la nationalisation. Et le souvenir des années Mitterrand reste douloureux (des dizaines de milliers d'emplois perdus dans la sidérurgie), il explique même l'hésitation de syndicalistes.

Alors agir ou subir ? Choisir une politique d'appropriation publique et de nationalisation, c'est s'appuyer sur des débats démocratiques nationaux, sur la valorisation du savoir-faire ouvrier, sur des productions utiles, sur des droits de gestion. En remobilisant toute la gauche – et le Front de gauche y est prêt. En ouvrant la voie à une espérance européenne, vraie dimension des politiques à mener sur l'acier, l'automobile, les transports.

**Jean-Claude Mamet (C et A)**

# Quelle appropriation sociale ?

La proposition de Montebourg de « nationalisation temporaire » d'ArcelorMittal Florange a suscité la résistance de la droite et du Medef, ainsi que le veto des libéraux et donc du gouvernement : elle impliquait l'intervention de l'État dans l'économie pour le maintien de l'emploi, et elle remettait en cause le droit absolu de la propriété. Mais, en proposant de nationaliser le site uniquement le temps de restaurer sa rentabilité avant de le rendre à un repreneur privé, Montebourg n'envisageait rien d'autre que de reproduire la nationalisation des pertes qui avait été soutenue par toute la bourgeoisie pour les banques au plus fort de la crise des subprimes. Elle ne remettait pas en cause la logique du profit.

Pourtant, devant ce qui se passe sur le terrain financier, les dettes publiques, les plans de licenciement et les fermetures de sites, une exigence se développe : pourquoi ne fait-on rien contre ces profiteurs ? Il n'y aura pas d'alternative sans dynamique de sortie du capitalisme, ce qui suppose d'avoir pour projet d'en finir avec la propriété privée des principaux moyens de production et d'échange.

---

Changer le travail et la société pose une question : qui décide et en fonction de quels critères ? C'est la question de la propriété et du pouvoir qui est posée.

---

Cela s'exprime déjà dans bien des luttes d'entreprises, sur la question des biens communs, sur le service public...

## Socialisation des moyens de production

Toutes les exigences de développement du pouvoir de décision et de contrôle des salariéEs dans les entreprises sont légitimes : renforcement des prérogatives des représentantEs du personnel, droit de veto sur les licenciements et les « plans sociaux », ouverture des livres de comptes et accès à l'ensemble des informations nécessaires...

Mais il ne pourra jamais y avoir de démocratie dans une entreprise capitaliste. Il faut inscrire les luttes pour la défense de l'emploi et pour l'extension des droits des salariéEs dans une dynamique de socialisation des moyens de production et d'échange, pour décider démocratiquement quoi et comment produire, dans une perspective sociale et écologique.

Notre projet est la construction d'une société où la production est essentiellement assurée par des services publics (territoriaux, nationaux, européens et internationaux), des entreprises publiques, des coopératives autogérées et toute autre forme d'appropriation sociale de la production. La distribution des différents types de structures, la place et le rôle des salariéEs et de leurs représentantEs d'une part, des citoyenNEs, du suffrage universel et des éluEs d'autre part, des usagerEs/consommateurEs et de leur représentantEs enfin, doit faire l'objet d'une discussion différenciée en fonction des productions et des niveaux considérés. Tout ce qui crédibilise ce projet est à promouvoir. Les mobilisations pour la défense et le développement des

services publics, la lutte contre les mises en concurrence et les privatisations s'inscrivent dans un double objectif : la défense de ces instruments d'égalité et la promotion d'exemples alternatifs au modèle de l'entreprise capitaliste et de l'artisanat. Les mobilisations pour la nationalisation, pour la reprise par les salariéEs de leur entreprise et le droit de préemption doivent être soutenues. Le changement de la propriété est une condition nécessaire mais non suffisante. Le bilan du « socialisme réellement existant » comme celui des nationalisations de 1981 le confirment largement. Les services publics actuels et les entreprises « nationalisées » sont loin de représenter des modèles de gestion démocratique, tant les salariéEs et les citoyenNEs sont tenuEs à l'écart des décisions concernant les finalités de la production et l'organisation du travail. Nombre d'entreprises de structure juridique coopérative ne représentent

---

Ce combat pour l'appropriation sociale est inséparable de la mobilisation pour un moratoire sur le remboursement de la dette, d'une loi levant le secret sur les bénéficiaires du « service de la dette », un audit citoyen, et le refus de payer la dette publique illégitime : comment imaginer que la démocratie puisse s'exprimer tant que la contrainte de cette dette renverra hors des débats publics une part essentielle des choix politiques ?

---

pas davantage des modèles alternatifs désirables, tant les logiques de domination hiérarchique y sont reproduites. Il faut donc défendre à la fois la socialisation de la propriété et la démocratisation des processus de décision. En rester à la seule question de la propriété sans poser celle des pouvoirs conduirait à reproduire des impasses étatiques et les logiques de « caporalisation », en contradiction avec la visée d'une révolution démocratique.

**Olaf Lek (FASE)**



Photothèque Rouge/JMB

# ACCORD SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL

## Engager la bataille !

**La signature de l'accord sur la réforme du marché du travail entre le Medef et trois organisations syndicales (CFDT, CFTC, CGC) constitue une remise en cause dangereuse des droits des travailleurs. Contrairement à ce que le gouvernement et bien des médias voudraient faire croire, on est loin d'un accord « gagnant-gagnant » !**

Les prétendus « nouveaux droits » pour les salariés, issus de l'accord, sont homéopathiques. De quoi s'agit-il ? La taxation des contrats précaires (CDD de moins de trois mois), laquelle est compensée par de nouvelles exonérations de cotisations sociales pour les CDI signés avec des jeunes de moins de 26 ans. La généralisation d'une complémentaire santé qui se fait au grand bénéfice des assureurs privés comme AXA. La présence d'un ou deux salariés dans les conseils d'administration des entreprises, limitée à celles qui comptent plus de 5 000 salariés (soit 200 entreprises)...

### Destruction des droits

En revanche, le cœur de l'accord est une déstructuration en profondeur des droits des salariés. La généralisation des « accords de maintien de l'emploi », c'est le retour en force des accords « compétitivité emploi » défendus par le Medef et Sarkozy pendant la campagne présidentielle (le projet de loi Warsmann du 22 mars 2012). L'accord signé le 11

janvier 2013 prévoit que les patrons, soi-disant pour « sauver les emplois », pourront imposer des baisses de salaire et des modifications des horaires de travail. Encore plus : la signature de tels accords s'imposera à l'ensemble des salariés de l'entreprise, il fait sauter le verrou que constituait la protection du contrat de travail individuel. En cas de refus du salarié, celui-ci pourra faire l'objet d'un licenciement économique sans possibilité de recours. C'est l'insécurité maximale pour les travailleurs !

### Flexibilité

Ainsi le patronat, sous un gouvernement socialiste, obtient ce qu'il réclame de longue date, avec une détermination sans faille : la flexibilité maximum imposée aux travailleurs, le démantèlement du droit du travail...

Mais la pièce n'est pas jouée. Alors que le gouvernement veut traduire en mars prochain cet accord dans la loi, c'est une bataille politique et sociale qui ne fait que commencer. Plusieurs organisations syndicales (CGT, FO, FSU,

Solidaires) sont opposées à cet accord. Le débat traverse le Parti socialiste, amenant trois responsables du courant « Maintenant à Gauche » – Emmanuel Maurel, Marie-Noëlle Lienemann et Gérard Filoche – à refuser de soutenir le communiqué du bureau national du Parti socialiste.

Des initiatives multiples sont nécessaires pour rassembler toutes les forces sociales et politiques, à gauche et dans le mouvement social, afin de mettre en échec cette régression majeure.

**Francis Sitel, François Calaret (GU)**



## Les nationalisations à la mode 1981

En février 1982, le Parlement vote la loi sur les nationalisations qui faisait partie des 110 propositions du candidat Mitterrand. Cela coûte environ 40 milliards de francs à l'État, mais cela intervient pendant les années Thatcher/Reagan, où l'on privatise à tour de bras. Le gouvernement français est à contre-courant.

Les nationalisations concernent 39 établissements bancaires et, au niveau industriel, Thomson, Saint-Gobain, Rhône-Poulenc, Pechiney-Ugine-Kuhlmann, Usinor, Suez et la Compagnie générale d'électricité.

La France possède donc un secteur public et nationalisé qui représente 23% des salariés français, 28% de la valeur ajoutée, 30% des exportations et 49% des investissements. Le secteur bancaire nationalisé représente 91% des dépôts bancaires. Pourtant, en principe dirigées par l'État, ces entreprises sur directive gouvernementale fonctionnent comme des entreprises privées, appliquent les mêmes critères de rentabilité et de profitabilité.

Ainsi, le ministre de l'Économie, Jacques Delors, dit vouloir « donner aux entreprises publiques les moyens d'être compétitives et puissantes sur le marché mondial, qui est leur marché naturel, face à leurs concurrents internationaux. Cela

se traduira par un cahier des charges au service d'objectifs dictés par le marché. »

D'ailleurs, les nationalisations ont permis au gouvernement de procéder lui-même à la restructuration de la sidérurgie. En mars 1984, il annonce un plan acier qui s'est traduit par 25 000 emplois supprimés alors que Mitterrand lui-même avait promis aux sidérurgistes qu'il ne permettrait plus aucune suppression d'emploi dans le secteur, et alors qu'il existait des projets élaborés par la CGT notamment de maintien des emplois et de reconversions de certaines activités.

Comme le dit à l'époque Alain Juppé, « Les socialistes nous facilitent le travail, ils font le sale boulot que nous n'avons pas su faire. »

Dès 1986, au moment de la première cohabitation, une partie des entreprises nationalisées sont de nouveau privatisées par le gouvernement Chirac. Le PS qui revient au pouvoir en 1988 s'en accommode, et lance la politique du ni-ni, ni privatisations ni nationalisations.

Mais dès 1997, le gouvernement Jospin poursuit le travail engagé par la droite, en privatisant davantage que les deux gouvernements de Juppé et Balladur réunis.

**Dominique Angelini (GA)**



**Fédération**  
*pour une alternative*  
*sociale et écologique*

---



---

**convergences**  
**et alternative**

COURANT UNITAIRE ANTICAPITALISTE